

L'INDICE PENSABLE

Juin 2007 - N°18

**« TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER PLUS »
OU « PLEIN LA GUEULE POUR PAS UN ROND » ?**

Et bien voilà l'Indice pensable sort de son hibernation !! Il va falloir travailler plus... à défendre nos droits et nos acquis et on ne va pas manquer de boulot !

En matière économique et sociale, le programme du nouveau Président, s'inscrit dans la continuité du précédent: mise en cause du CDI (Contrat à Durée Indéterminé) au profit d'un contrat unique de travail favorisant les licenciements, « réécriture » du Code du travail, droit de grève menacé, ouverture à la concurrence d'EDF, de GDF, de la Poste, de la SNCF..., 190 000 suppressions d'emplois programmées dans la Fonction publique entre 2007 et 2011...

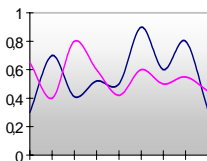
Un nouveau coup sera porté contre les retraites en 2008, les médicaments vont être de moins en moins remboursés, de nouvelles franchises sur les soins, sur les indemnisations en cas d'arrêts maladies vont apparaître et les heures supplémentaires seront exonérées de cotisations sociales.

Sur le plan fiscal sont annoncées la suppression des droits de succession en ligne directe, la baisse de l'impôt sur les sociétés, le « bouclier fiscal » à 50% et la défiscalisation des heures supplémentaires....

Est annoncée également la TVA sociale (soit probablement une augmentation de quelques points de la TVA) pour financer la Sécurité sociale en lieu et place des salaires...

Les syndicats, "qui ne représentent que 8 % des salariés", ne pourront pas "aller contre l'avis du peuple français", selon l'ancien directeur de campagne du nouveau président. Autant dire que la « modernisation du dialogue social » annoncée risque bien de s'apparenter à une tentative d'intégration des organisations syndicales pour qu'elles accompagnent docilement les choix économiques et sociaux du pouvoir.

A nous tous de résister aux anesthésiants !



L'INDICE PENSABLE

HEURES SUPPLEMENTAIRES

Nous y voilà : travailler plus ! Comme si les heures supplémentaires étaient décidées par les salariés ! Par contre bonjour les effets pervers :

- Pas de cotisations sociales versées par l'employeur sur le montant de ces heures, cela veut dire en clair que ces cotisations n'iront plus dans les caisses de la sécu (dont on nous rebat les oreilles avec le soit disant « déficit ») ni pour les retraites (mais là ça n'est pas tranché car ça ferait désordre au moment où un nouvel allongement de la durée de cotisation se profile).
- Un risque réel sur les embauches : il sera plus rentable à un patron de faire faire des heures supplémentaires que de recruter!
- Quid de l'égalité devant l'impôt ? Outre l'absence de cotisations sociales sur le salaire versé, le dispositif prévoit la non-imposition à l'IR du salaire reçu. Devant la menace de se faire retoquer par le Conseil constitutionnel, les « hommes du Président » tentent de contourner le problème...

FRANCHISES MEDICALES

Instauration dès le début 2008, après examen au Parlement cet automne, de franchises, à la charge des assurés, sur les premiers euros dépensés chaque année pour les médicaments, les prises de sang, les consultations médicales et les hospitalisations.

Ces franchises annuelles pourraient s'élever à dix euros, même si tout n'est pas encore définitivement cadré, surtout que des nouvelles propositions se font jour, comme, par exemple, la non prise en charge de la première journée en cas d'arrêt maladie.

Depuis 2005 les assurés sont déjà soumis à deux franchises : celle d'un euro sur chaque consultation médicale, et celle de 18 € par acte médical lourd comme une opération de l'appendicite.

Ces nouveaux déremboursements ont été justifiés par l'actuel Président de la République au nom de la « responsabilisation des patients » pendant sa campagne électorale. En 2006, les exonérations de cotisations sociales ont représenté 25 milliards d'euros... Ils creusent le trou de la Sécu et après ils nous demandent de payer ?

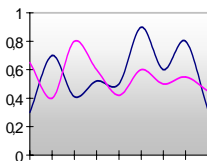
DROIT DE GREVE

Une loi cadre devrait être votée au mois de juillet (oui pendant les congés d'été, comme par hasard) portant sur « le service minimum et en particulier dans les transports ». On imagine bien qu'une grève qui ne dérange personne...n'aboutira jamais à rien en terme de revendication...même s'il est clair que l'utilisateur ne doit pas faire les frais d'un conflit...

Ne soyons pas dupes : le service minimum, ils l'organisent déjà en supprimant des postes dans les hôpitaux, en fermant des gares, des lignes de train, ou en fermant des classes.

FISCALITE

Déduction des intérêts d'emprunt, bouclier fiscal, droits de succession, défiscalisation des heures supplémentaires : une nouvelle fois, les Robins des Bois des temps modernes vont prendre dans la poche des petites gens ce qu'ils donneront aux biens lotis...pour après compenser les manques à gagner par l'instauration d'une TVA « sociale » payée par tous...mais qui pèsera bien plus sur le dos des plus pauvres. Y'a plus « Egalité » dans la devise de la République ?



L'INDICE PENSABLE

UN NOUVEAU VIRUS FRAPPE NOS ORDINATEURS

Depuis quelques semaines un nouveau virus a frappé nos ordinateurs....Il affiche sur vos micros le texte suivant dès que vous essayez de vous connecter à internet :

Accès Interdit (InseeDeny)

Votre requête a été rejetée. Elle n'est pas conforme à la charte des utilisateurs des services de messagerie et d'Internet.

La page que vous essayez d'atteindre a été classée dans : "*Les classements sont variables*"

Si vous jugez que ce classement est erroné, veuillez contacter votre structure d'assistance locale

Ce virus a été inoculé directement au serveur de la DG et empêche quasiment toute connexion à internet. Vous restiez déjeuner à votre bureau entre midi et deux et aviez alors une utilisation d'internet autre que professionnelle, vous êtes de ceux qui se permettent de ne pas travailler durant la totalité des heures passées ici et s'autorisent une petite pause sur le net de temps en temps... ?

Et bien fini !

Plus de site de jardinage, de critique de cinéma, de critiques littéraires, de réservation de spectacles...d'informatique, même ! Plus aucun site n'est accessible....ah si...nous avons testé pour vous, les sites pornographiques sont encore accessibles ! Heureusement que l'Insee et ses pères la morale veillent sur nos âmes en perdition !

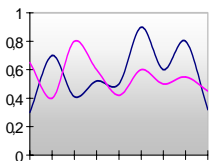
BONJOUR !

Si certains se battent pour le rétablissement des cours de politesse à l'école primaire....Il est de notre devoir de demander que cela soit aussi une exigence première pour les cours dispensés dans les écoles de l'Insee, voire une épreuve obligatoire aux concours d'entrés de niveau A !

Nous ne savons pas qui entraîne qui, mais il n'est plus du tout rare qu'un chef de Service, le Directeur, même, vous croise sans même vous regarder, sans donc bien sûr vous dire bonjour...pire encore, ne même pas répondre quand par politesse vous avez donné un « bonjour » qui vous est, à vous, naturel ! Mais comme avec eux le pire n'est jamais atteint...il est même de bon ton de saluer la ou le A qui est avec vous...en vous ignorant superbement ! Si si !

Enfin, ...signalons qu'on a pris en flagrant délit un chef de Service s'adressant pour donner des instructions à un agent de catégorie C...en ne regardant que son supérieur hiérarchique A présent dans le bureau ! Il devait avoir peur que ses yeux tombent s'il regardait un C !

Il est patent que parfois, cela relève de l'analyse....A quand la prise en charge par l'Insee ?



L'INDICE PENSABLE

CHRONIQUE D'UNE CAMPAGNE DE MUTATION

Service Lambda, division Beta....

Quelques jours avant l'ouverture des postes, le chef de Division convoque Marcel pour lui proposer de prendre la responsabilité de deux secteurs faisant l'essentiel des travaux de la Division, dans le cadre d'une restructuration...Marcel accepte...sous réserve qu'il ait deux adjoints...

Parution des postes ouverts. Oh surprise, un des postes promis à Marcel est ouvert.

Cunégonde de la Division pose sa candidature, comme elle en a le droit, sur le poste ouvert, mais fait part au chef de Division elle postule par défaut car elle aurait préféré l'autre poste proposé à Marcel.... Qu'à cela ne tienne...elle n'a qu'à le demander ce poste, elle glissera ensuite sur l'autre...et hop !

Cunégonde pose sa candidature...obtient le poste...et Marcel se retrouve gros jean comme devant car ce n'est pas ce qui avait été dit...avant la campagne...et il se sent donc dépossédé de quelque chose qu'il devait continuer à gérer...

Résultat des courses : De vives tensions dans la Division, un agent qui s'est fait avoir...un autre qui est fâché que le premier laisse entendre qu'il a été possédé...au bout du compte une ambiance détestable...encore pire qu'avant, ce que personne ne croyait possible...

Conclusion, comme nous le disons chaque année, la campagne de mutation est totalement à cette image : pipée !

ET SI L'ALIGNEMENT SE FAISAIT PLUTÔT EN FONCTION DES BESOINS ?

Comme ça ne vous aura sûrement pas échappé dans le dernier tract intersyndical, un alignement du régime indemnitaire des agents de l'INSEE sur celui des agents du MINEFI est en cours. 24 euros pour les C et B, 450 euros en moyenne pour les A et 900 euros pour les administrateurs !

Mensuels, bien sûr !!!

Et oui, et on nous dit qu'il n'y a pas de sou pour nous augmenter ! Qu'on va creuser le déficit budgétaire....Autre guignolerie pour nous détourner des vrais problèmes...

Ici et là des propositions d'action contre ce foutage de gueule émergent : comme à Nantes où des agents ne manquant pas d'humour ont proposé de faire un chèque de 24€ à M "JeMeFousDevotGueule" et de le déposer (en convoquant la presse, pourquoi pas ?) dans une corbeille dans le hall d'entrée de la DR puis de remettre la corbeille à la direction."

ON FAIT UNE CORBEILLE A IDÉES LA DESSUS ET APRÈS ON PROPOSE DES PRIMES EN FONCTION DU MEILLEUR HUMORISTE ?

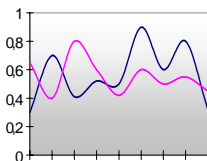
Bulletin du syndicat
Hulot
Tél : 03 83 91 87 59

CGT Insee Lorraine

15, rue du Gal

4

54 000 Nancy



L'INDICE PENSABLE

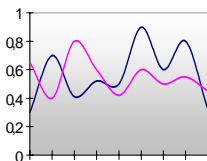
FLUCTUAT NEC MERGITUR...EN TOUT CAS PAS ENCORE !

Il n'y aurait pire aveugle que celui qui ne verrait pas les changements, lents mais certains, qui sont autant d'étapes qui rythment le devenir de l'Institut. C'est en effet à travers tous ces petits aménagements, mis bout à bout, que se dessine la stratégie d'avenir de l'Insee à l'horizon, vraisemblable et maximum, d'une quinzaine d'année.

Quoi donc ? Interrogeons-nous sur la place qu'occupe aujourd'hui l'Insee et l'ensemble de la Statistique Publique en France, sinon par la contestation de plus en plus pressante de la validité des chiffres de l'inflation et le tohu-bohu autour de la publication retardée des chiffres du chômage. Plus près de nous interrogeons-nous sur la place de l'Insee en Lorraine...

Qui ne se souvient que la bonne tenue d'Économie Lorraine alimentait mensuellement le débat public, et, loin d'être à la traîne, les questions qui y étaient abordées s'inscrivaient dans l'actualité des grands enjeux de la Région et des Départements, les devançaient même parfois ? Qui ne se souvient que les reprises par les médias étaient importantes et personne à cette époque, média ou institutionnel, ne se serait privé d'une analyse de l'Insee pour les domaines qui relèvent de sa compétence ? Qui ne se souvient que les auteurs étaient responsables des thèmes qu'ils choisissaient de traiter et portaient leurs articles en les présentant eux-mêmes à la presse ?

Qu'en est-il de tout cela aujourd'hui ? Il en reste si peu de chose, que cela confine au rien, malheureusement ! Les faits sont là ! Les études ne sont plus diffusées que par voie électronique, en privant ainsi bon nombre d'utilisateurs, soit qui n'ont pas Internet, soit n'apprécient pas du tout le support informatique et en on souvent abandonné la lecture, au fil du temps, y compris certains abonnés de longue date à feu Économie Lorraine. Ces études, d'ailleurs, ne sont plus, souvent, que des commentaires conjoncturels sans ambition ou des résultats d'études payés par des institutions qui attendent naturellement des résultats à la hauteur de leurs financements... Où sont ces analyses, ces publications qui composaient une partie de notre aura régionale ? Certains anciens usagers (journalistes, institutionnels régionaux, voire au delà-même de nos frontières...) nous ont dit leur désintérêt de l'Insee aujourd'hui en démontrant que tel ou tel quatre pages disait une chose en première page et une autre en quatrième (et loin de nous l'idée d'incriminer les auteurs qui développent aujourd'hui un moindre intérêt naturel dans le carcan qu'on leur impose), déclarant qu'ils ne lisaient plus ce qu'ils recevaient par Internet... bref, que l'Insee ne jouait plus son rôle !! D'ailleurs de nombreux exemples émaillent leurs propos et ceux-ci tendent à prouver que parfois le besoin de parler sans cesse et de briller sous les feux des projecteurs, aussi petits deviennent-ils, est plus important que la justesse des propos ! Nous placions, nous, ailleurs le rôle de l'Institut, y compris en région ! A ce propos, nous en sommes rendus à laisser publier un supplément de l'Est Républicain, tous les ans, à l'automne... dont le titre n'est autre que... Économie-Lorraine ! Plus fort, encore, le dernier numéro ne comportait nul part un seul chiffre ou une seule donnée venant de chez nous... même pas une source en bas d'un tableau ! C'est très grave pour une publication qui traite de l'économie régionale ! Mais n'est-ce pas le résultat de quelque chose de plus grave encore ?



L'INDICE PENSABLE

Mélangez les ingrédients suivants :

- Les nombreuses questions soulevées par les objectifs déclinés dans le Moyen-Terme...
- L'arrivée de plus en plus fréquente de « managers » à défaut de statisticiens aux postes de direction de l'Institut...
- La critique insistante des résultats de nos études ou de nos travaux, malheureusement pas toujours injustifiée, mais qui n'est que la conséquence d'une vision « comptable » de la gestion de l'Insee, au détriment des moyens à affecter à la bonne tenue, tant qualitative que quantitative, de nos travaux...
- Les abandons successifs de plus en plus de nos travaux...y compris les transferts comme Sirène à Reims où les agents, même avec la meilleure volonté du monde, n'ont pas la connaissance nécessaire du terrain parfois indispensable...En outre, que doit penser un chef d'entreprise lorrain quand il doit appeler Reims pour un renseignement alors qu'il sait qu'existe l'Insee Lorraine pas loin de chez lui ?
- La baisse constante de nos effectifs...alimentant l'abandon des travaux et vice et versa...
- Les fusions de divisions marquant un repli de l'Insee Lorraine plutôt qu'une expansion...à croire que la Direction vise la liquidation pure et simple de l'établissement...A terme, entre Strasbourg, Nancy, Reims, voire Besançon et Dijon, il y aura concurrence au nom des économies à faire sur le dos des fonctionnaires...et donc sur le dos de nos missions, y compris les plus historiques d'entre elles !

Tous ces éléments plantent le décor de l'Insee d'un futur plus lointain où un embryon de statisticiens obéissants sera maintenu à Paris...et où les Directions Régionales auront disparu et leurs agents intégrés dans les Sgar, par exemple

Est-ce cela l'Insee que nous voulons ? Est-ce cela l'Insee à laquelle nous sommes attachés ? L'Insee dont nous avons nourri l'ambition par notre travail !

A cela, la CGT répond clairement NON ! Nous devons retrouver la place qui était la nôtre en région lorraine et mettre fin à la spirale qui vise à notre disparition ! Nous avons un rôle essentiel à jouer dans les domaines qui sont les nôtres, comme nous l'avons fait dans le passé et pour cela, la gestion suicidaire faisant diminuer les effectifs, resserrer les divisions, « manager » idiotement les personnels sur des objectifs qui ne sont pas les siens... tout cela doit être arrêté rapidement...

Ne laissons pas casser notre Institut ! Il est encore temps !!!

L'Indice pensable a besoin de vous pour être informé : n'hésitez pas à lui transmettre vos remarques, vos coups de colère ou vos mots d'humour ! Et en attendant les mobilisations nécessaires de la rentrée, l'Indice pensable vous souhaite de bonnes vacances !